



A propos d'un statut pour la sylviculture

Patrick Fournier

► To cite this version:

Patrick Fournier. A propos d'un statut pour la sylviculture. 1972, pp.479-479. <10.4267/2042/20654>. <hal-03395780>

HAL Id: hal-03395780

<https://hal.science/hal-03395780v1>

Submitted on 22 Oct 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

A PROPOS D'UN "STATUT POUR LA SYLVICULTURE"

Ayant lu et médité ce projet (voir R.F.F. n° 3-1972, l'article de M. MILLET : « Pour un statut de la sylviculture »), je viens vous dire ce qui suit :

1 - Nous vivons à une époque où la « signature » perd à ce point sa valeur d'engagement qu'il n'en restera bientôt plus rien. Evidemment, j'ai pleine conscience que le septuagénaire que je suis devenu évoque assez naïvement les temps de sa jeunesse où un contrat était un contrat, où les tribunaux sanctionnaient les manquements à la parole donnée, et où il était dangereux de traiter de « chiffons de papiers », de solennels engagements internationaux.

Monsieur Millet croit-il sérieusement qu'un tel climat soit de nature à séduire les propriétaires de sols boisés, ou à boiser, auxquels il est demandé de s'en remettre au bon plaisir d'une puissante « partie contractante » disposant de tout le poids de la puissance publique. S'il s'entrouvait, je les considérerais comme des innocents ayant oublié la fable du pot de terre et du pot de fer !

Pour ce qui concerne la qualité de la gestion, tous les forestiers de métier, et les experts en la matière, savent que les plus grandes forêts sont en général les mieux gérées. Ce qui est d'ailleurs normal. Le « hachis cadastral » de terrains boisés, résultat de bientôt deux siècles de code civil, a été voulu par les Français, épris d'égalité jusque dans l'organisation de la ruine de leurs patrimoines. Et, il en résulte que ce sont ces petites parcelles, appartenant à de petits propriétaires, qui posent les vrais problèmes forestiers du jour. Le coupable n'est, ni le riche, ni le pauvre, mais le système de partage des héritages voulu par la Nation toute entière.

Depuis que la législation sur les groupements forestiers a vu le jour, et aussi depuis que l'institution du Fonds forestier a donné aux sylviculteurs un remarquable moyen de reboisement à des conditions financières exceptionnelles, sans parler des avantages fiscaux obtenus par certains parlementaires dévoués à la cause forestière, les petits propriétaires ont eu en main d'excellents moyens de remonter la pente, de s'organiser, et de travailler à la mise en valeur de leur patrimoine.

Or il est de notoriété publique que ce sont les propriétaires moyens ou importants qui ont été empressés à en profiter, les petits opposant en général une étonnante force d'inertie aux efforts méritoires faits par leurs conseillers pour les inciter à se regrouper. Si donc le justicialisme est notre règle d'appréciation en la matière, il est équitable de conclure que la lenteur de la situation à évoluer est, principalement, la faute des « petits » et non des « gros ».

2 - Quant à ce qui concerne le côté pratique et technique de l'organisation envisagée, je constate qu'elle repose en premier lieu sur l'idée-force de : plans de gestion rationnels. Ce qui suppose des superficies suffisantes et aussi des aménagistes compétents.

A l'âge de vingt ans, j'y aurais applaudi, la rigueur dans les illusions étant l'apanage des jeunes. Mes cheveux ayant blanchi, en même temps qu'ils vivaient les incendies, les ouragans et leurs chablis, les bois mitraillés, les bostryches et les matsococcus, le marsonia, les sécheresses et les inondations, et aussi les erreurs de gestion, sans parler des mauvaises régénérations qui obligent à laisser une parcelle en quartier bleu pendant quarante ans, et en y ajoutant l'imprévisible, j'en suis arrivé à être assez sceptique sur les meilleurs plans d'aménagement, et à les tenir pour de simples déclarations d'intentions. Et je considère que, seul, le propriétaire, ou son représentant gérant du groupement forestier, est habilité à manifester sa volonté en la matière, à travers toutes ces circonstances, heureuses ou malheureuses. *

C'est pourquoi je dis catégoriquement « Non », à la proposition de Monsieur Millet.

P. FOURNIER

* Les auteurs de la loi dite « Pisani » l'ont d'ailleurs si bien compris qu'ils ont eu la sagesse de prévoir des places « simples » de gestion. Ils n'ont pas jugé utile de prévoir un statut paralysant.